

« La colère est contenue grâce à l'Etat-providence »

La crise économique va attiser les révoltes sociales qui avaient émergé en 2019. Peut-être moins en Europe qu'en Amérique latine ou dans les pays arabes, diagnostique Myriam Benraad, auteure de *Géopolitique de la colère*. L'automne, de toute façon, sera chaud.

Pourquoi le XXI^e siècle naissant a-t-il inauguré une ère géopolitique de la colère ? La désillusion face à la globalisation en est-elle responsable ?

Après la fin de la guerre froide et de la bipolarité, la doxa de la décennie 1990 nous annonçait le triomphe de la pax americana et de la démocratie libérale de marché. On nous prédisait une félicité mondialisée, la fin des inégalités, et une harmonisation des conditions de vie des peuples à travers le monde. Or, au tournant du XXI^e siècle, les attentats du 11-Septembre et les crises qui s'en suivent brisent cette illusion et réintroduisent au cœur des relations internationales la violence et, dans son giron, la question des émotions, dont la



Myriam Benraad.

colère. Cette colère, réaction à cette désillusion, peut être ou très destructrice, ou très constructive, voire salvatrice, lorsqu'elle tente de corriger ce désenchantement par du changement social, de la justice sociale...

La crise sanitaire va-t-elle doper ou étouffer les révoltes sociales qui ont émergé en 2019 ?

Je ne pense pas que les revendications sociales ont disparu. Elles ont été mises en sommeil en raison de l'urgence sanitaire et des mesures prises par les Etats en Europe. On voit d'ores et déjà que la crise économique va aggraver la situation de personnes, soit qui étaient déjà mobilisées, soit qui vont l'être parce qu'elles sont victimes de vagues



Au Chili, l'explosion de colère sociale de 2019 n'a donné lieu à aucune réforme d'envergure. Les manifestations ont rapidement repris, malgré la crise sanitaire.

BELGAINMAGE

de licenciements. Des gens sont au chômage sans perspective de retour à l'emploi. Et se greffe sur cette situation la colère toujours très vive des secteurs d'activités qui étaient laissés-pour-compte, les soignants notamment, et qui se sont retrouvés à devoir gérer l'urgence dans une certaine solitude. Les répercussions de ce malaise ne seront pas immédiates ; elles ne se traduiront pas par des actions cet été. Mais à l'horizon de l'automne et de l'hiver, elles se feront sentir très lourdement, en Europe.

Au Chili, au Liban..., la colère s'exprime déjà à nouveau. Il faut bien comprendre qu'en France ou en Belgique, le pouvoir a réussi à contenir une explosion de colère en jouant son rôle d'Etat-providence à plein. Ce n'est pas du tout le cas au Chili, au Liban... Je vous laisse donc imaginer à quel point la crise sanitaire et la récession économique vont toucher leurs populations. Ces Etats ne sont pas dans une logique de réponse keynésienne d'Etat-providence pour y faire face. Au Chili par exemple, l'explosion de colère sociale de l'année dernière n'a été suivie d'aucune réforme d'envergure. La réponse a été la répression militaire et celle au Covid-19 a été le confinement. Mais il n'y a aucune réflexion menée par les élites chiliennes pour résoudre la question sociale. Le Chili risque un réel embrasement. La réponse du pouvoir va inaugurer un nouveau cycle de violences. Un scénario similaire est possible dans les pays arabes, au Liban, en Irak et en Algérie.

D'autres franges importantes des populations risquent-elles de se joindre aux mécontents d'hier ?

La perspective de l'extension des rangs de la contestation est réelle en fonction des segments sociaux de la population concernés. Dans le cas de la France, par exemple, la réforme des retraites prévue n'a pas forcément mobilisé toute la population entre décembre et janvier derniers, même s'il y a eu des manifestations d'ampleur. La donne peut changer parce que des personnes qui n'étaient pas en situation de précarité ou qui n'étaient pas directement concernées vont l'être. Cela étant, il est difficile d'établir des pronostics parce que la situation dépendra grandement de la suite de la crise sanitaire en Europe. Si une deuxième vague d'infections a lieu, voire un reconfinement, les questions sociales seront repoussées à une autre échéance. Mais elles ne disparaîtront pas. On parle ici des sociétés civiles. Il en va de même dans les rapports entre Etats. On observe une dégradation des rapports entre Etats, entre chefs de gouvernement, et avec les institutions multilatérales, autour de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) notamment.

Vous écrivez qu'entretenir la colère est une arme (1). Est-elle de plus en plus utilisée par les dirigeants politiques ?

Certains grands dirigeants de ce monde ne s'en privent pas. C'est le cas de Donald Trump qui a géré la crise sanitaire avec

« DONALD TRUMP ÉRIGE SES COLÈRES EN UNE STRATÉGIE, QUI S'AVÈRE JUSQU'À PRÉSENT GAGNANTE. »

pertes et fracas. On peut cependant lui reconnaître une tendance à l'action, contrairement à d'autres. Il est un des seuls à avoir dénoncé l'impérialisme des autorités chinoises. On voit bien qu'il veut en découdre avec Pékin, avec un style très colérique. Les dirigeants chinois sont dans le même état d'esprit mais ont davantage recours à la stratégie. L'antagonisme entre les deux grandes puissances s'est encore accentué à l'occasion de la crise sanitaire. Même si la colère est, en l'occurrence, utilisée en fonction du contexte. Aux Etats-Unis, c'est l'approche de l'élection présidentielle de novembre. Le pays est frappé par la récession économique. Le président joue sa survie politique. La colère exprimée depuis quelques semaines à l'égard de la Chine est devenue un instrument de politique intérieure américaine, par la projection de la faute et de la responsabilité sur les Chinois qu'elle crédibilise. Il n'est pas davantage surprenant que Donald Trump s'en prenne à l'OMS. Ces critiques rejoignent la défiance qu'il a toujours exprimée envers les institutions internationales.

tué à l'occasion de la crise sanitaire. Même si la colère est, en l'occurrence, utilisée en fonction du contexte. Aux Etats-Unis, c'est l'approche de l'élection présidentielle de novembre. Le pays est frappé par la récession économique. Le président joue sa survie politique. La colère exprimée depuis quelques semaines à l'égard de la Chine est devenue un instrument de politique intérieure américaine, par la projection de la faute et de la responsabilité sur les Chinois qu'elle crédibilise. Il n'est pas davantage surprenant que Donald Trump s'en prenne à l'OMS. Ces critiques rejoignent la défiance qu'il a toujours exprimée envers les institutions internationales.

Que des dirigeants s'en servent à des fins de politique intérieure, est-ce une spécificité de l'instrumentalisation actuelle de la colère ?

Même si les Anciens n'avaient pas le même rapport à la colère que les Modernes, elle a toujours été un instrument de légitimation, d'imposition d'une autorité ou de sauvegarde des intérêts des gouvernants. La « nouveauté » réside peut-être dans le caractère beaucoup plus public et débridé de cette colère. Mais après tout, le style Trump est-il si nouveau que cela ? On apprend que d'autres présidents, bien avant lui, ont eu des accès de colère notoires mais il n'en était pas fait état publiquement. Donald Trump, lui, assume ses colères, les érige en stratégie qui, jusqu'à présent, s'avère gagnante. Dans l'histoire des présidences américaines, il est le prototype du candidat outsider, non conventionnel, non expérimenté, qui a réussi, grâce à ce style, à se faire élire en 2016. Cela prouve en tout cas qu'il a su capter l'air du temps et se servir de cette colère pour son intérêt. Quiconque arrive à s'en emparer de manière stratégique, peut en faire une carte gagnante.

Les réseaux sociaux facilitent l'expression de la colère. Y voyez-vous un avantage parce qu'ils serviraient d'exutoire ou un danger parce qu'ils conduiraient à plus de violences ?

C'est ambivalent. Beaucoup vous diront que les Printemps arabes de 2011 n'auraient pas été possibles sans l'entremise des réseaux sociaux. Même chose pour les gilets jaunes. Le mouvement #MeToo, lui aussi, s'est organisé à travers les réseaux sociaux. Mais il y a aussi leurs dérives. Myriam Leroy, la journaliste belge harcelée, a eu cette formule très juste : « C'est à la fois le remède et le poison. » La solution réside dans l'expression d'une colère constructive. Le poison apparaît quand elle ne respecte plus aucun cadre, et quand, par →

→ exemple, elle aboutit à des dénonciations gratuites d'hommes dans le contexte de #MeToo. Certains ont vu leur vie détruite alors qu'ils n'avaient rien à se reprocher.

Vous évoquez le fait que la colère puisse contribuer à résoudre des conflits. Selon quelles modalités ?

Généralement, c'est plutôt l'inverse : la colère engendre des cycles sans fin de conflits. Il suffit d'observer l'évolution des relations israélo-palestiniennes. Mais, dans certains cas, elle peut constituer un outil de négociation par la dissuasion. Elle peut aussi être considérée comme une réaction qui force le respect. Mais si la colère n'est pas canalisée, sur le plan intellectuel, par une vision, par des demandes concrètes et par une volonté de progrès, elle ne servira à rien.

On pourrait passer d'une saison de colères à un déchaînement de fureur généralisé, écrivez-vous. Est-ce le danger qui nous guette ?

Oui dans la mesure où le changement climatique, le Covid-19... sont des variables qui nous dépassent et sur lesquelles, en l'état, on a eu très peu d'influence. Or, ces contingences vont nous rattraper. La manière d'y répondre n'est pas de diriger la colère vers les instances censées les réguler. C'est au contraire de la canaliser pour en faire un instrument de discussion et de réflexion commune. Mais, dans le cas de la crise sanitaire par exemple, a-t-on vraiment élaboré une vision pour la suite ?

« ON OBSERVE UNE DÉGRADATION DES RELATIONS ENTRE ÉTATS. »

Vous estimez que c'est « un renouvellement fondamental de la raison ainsi qu'une gouvernance des affects qui s'impose aujourd'hui sur la scène internationale ». Comment y arriver ?

Par la négociation et la coopération. Et en ravivant l'altruisme, la bienveillance,

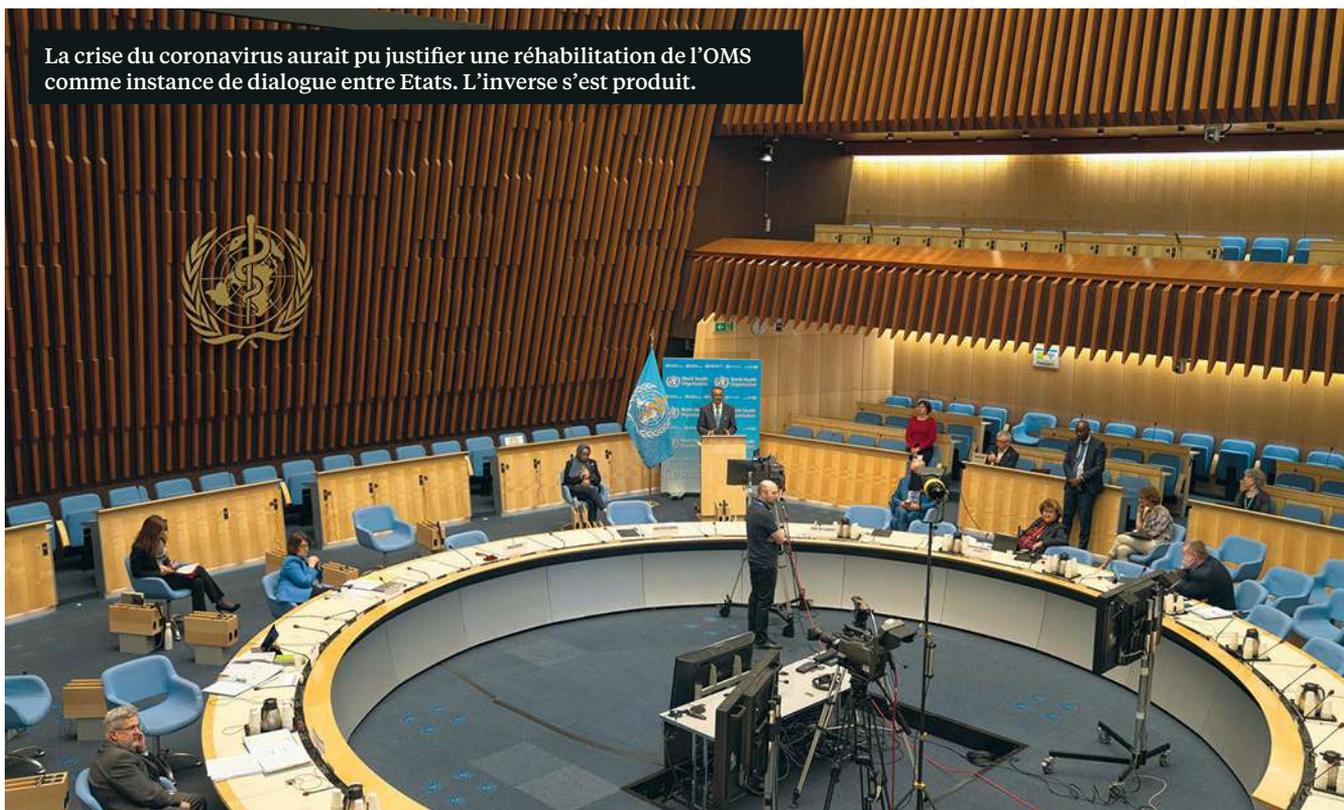
la compassion. Ces notions, on les a vues réapparaître au tout début de la crise sanitaire lorsque tout le monde était sous le choc. On a observé des élans de solidarité. On a senti que certains étaient désireux de revenir à la raison et de réformer les instances de gouvernance pour pouvoir faire face à ce type d'enjeux. Ce mouvement a été de très courte durée. Je regrette que cette saine logique n'ait pas conduit à une vraie réflexion, peut-être à de véritables réformes du multilatéralisme. On aurait par exemple pu se dire que l'OMS, souvent ignorée jusque-là, allait retrouver ses lettres de noblesse, qu'elle deviendrait une instance de négociation pour trouver en commun des solutions et réfléchir aux lendemains de la crise. Aujourd'hui, l'OMS est pointée du doigt, traitée par les Américains d'organe de propagande. Il s'est passé exactement l'inverse de ce que l'on aurait pu espérer. **V**

ENTRETIEN : GÉRALD PAPY



(1) *Géopolitique de la colère. De la globalisation heureuse au grand courroux*, par Myriam Benraad, Le Cavalier Bleu, 184 p.

La crise du coronavirus aurait pu justifier une réhabilitation de l'OMS comme instance de dialogue entre États. L'inverse s'est produit.



BELGAIMAGE